



lundi 19 septembre 2016

Les grands titres:

- Lors d'un Sommet à New York, l'ONU s'engage à protéger les droits des réfugiés et migrants
- RDC : l'ONU condamne des violences meurtrières et appelle au calme
- Syrie : l'ONU déplore le blocage d'un convoi humanitaire à destination de 185.000 civils à Alep
- L'ONU appelle à améliorer l'autonomisation des réfugiés en matière de sécurité alimentaire
- Développement durable : l'ONU lance une application mobile pour mobiliser les citoyens
- Libye : l'ONU a besoin de 10,7 millions de dollars pour aider la population à Syrte
- Le chef de l'AIEA demande à la Corée du Nord de coopérer sans délai
- L'Organisation internationale pour les migrations rejoint officiellement le système de l'ONU
- Un acteur de la série « Game of Thrones » devient Ambassadeur de bonne volonté du PNUD
- L'AIEA construit un laboratoire pour lutter contre les moustiques qui propagent le virus Zika
- L'ONU invite le secteur privé à combattre la xénophobie et la discrimination sur le lieu de travail
- Le Fonds mondial est un exemple de partenariat pour les Objectifs du développement durable, selon Ban Ki-moon
- Le chef de l'ONU condamne une attaque contre une base militaire indienne au Jammu et Cachemire
- Ban Ki-moon appelle à un soutien global au développement de l'éducation dans le monde

Lors d'un Sommet à New York, l'ONU s'engage à protéger les droits des réfugiés et migrants



Début
2016, des bénévoles grecs aident un enfant en bas âge à sortir d'un bateau ayant atteint les côtes de l'île Lesbos, après avoir traversé la mer Égée depuis la Turquie. Photo : HCR / Achilleas Zavallis

19 septembre - Réunis en sommet lundi au siège de l'ONU à New York, des dizaines de dirigeants du monde ont adopté lundi une déclaration dans laquelle ils s'engagent à protéger les droits des réfugiés et des migrants, à sauver des vies et à partager la responsabilité du soutien et de l'accueil de ces réfugiés et migrants.

« Le sommet d'aujourd'hui représente une avancée dans nos efforts collectifs pour faire face aux défis liés à la mobilité humaine », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un discours à l'ouverture de ce sommet.

Selon lui, cette [Déclaration de New York](#) adoptée par les Etats membres des Nations Unies signifie que « davantage d'enfants peuvent aller à école, davantage de travailleurs peuvent en toute sécurité chercher un emploi à l'étranger, au lieu d'être à la merci de passeurs criminels ».

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson, a déclaré pour sa part qu'il allait démarrer des processus destinés à conclure un pacte mondial sur les migrations et un pacte mondial sur les réfugiés. « Je vais exhorter les États membres à maintenir un niveau élevé d'ambition tout au long de ces processus », a-t-il dit. « Le sort des millions de réfugiés et de migrants dépend de nous ».



De son côté, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a souhaité que le sommet ne se réduise pas à des discours de convenance. Il a appelé à défier ceux qui « cherchent à prendre ou garder le pouvoir en se servant des préjugés et des mensonges, au détriment des plus vulnérables ».

Pour sa part, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a souligné que le Sommet est une occasion extraordinaire d'avoir un impact réel pour les réfugiés.

Soulignant l'importance de la Déclaration de New York, M. Grandi a dit qu'il s'agissait d'un engagement politique sans précédent remplissant « une lacune dans le système de protection internationale des réfugiés ». Il a demandé aux gouvernements de fournir des financements et des actes concrets de solidarité aux pays accueillant des réfugiés.

Les engagements contenus dans la Déclaration sont les suivants :

- Protéger les droits fondamentaux de tous les réfugiés et migrants, indépendamment de leur statut. Cela inclut les droits des femmes et des filles et la promotion de leur participation pleine, égale et significative dans la recherche de solutions.
- Veiller à ce que tous les enfants réfugiés et migrants reçoivent une éducation dans les mois suivant leur arrivée.
- Prévenir et répondre à la violence sexuelle et sexiste.
- Soutenir les pays secourant, recevant et accueillant un grand nombre de réfugiés et de migrants.
- Travailler à mettre fin à la pratique consistant à détenir des enfants afin de déterminer leur statut migratoire.
- Condamner fermement la xénophobie à l'encontre des réfugiés et des migrants et soutenir une campagne mondiale pour lutter contre cette xénophobie.
- Renforcer les contributions positives des migrants au développement économique et social dans leurs pays d'accueil.
- Améliorer la distribution de l'aide humanitaire et de l'aide au développement pour les pays les plus touchés, notamment par le biais de solutions financières multilatérales innovantes, avec l'objectif de combler tous les déficits de financement.
- Mettre en œuvre une réponse globale pour les réfugiés, fondée sur un nouveau cadre qui définit la responsabilité des États membres, des partenaires de la société civile et du système des Nations Unies, chaque fois qu'il y a un grand mouvement de réfugiés ou une situation de réfugiés prolongée.
- Trouver de nouveaux lieux pour tous les réfugiés identifiés par le HCR comme ayant besoin de réinstallation et élargir les possibilités pour les réfugiés de déménager dans d'autres pays grâce, par exemple, à des programmes de mobilité par le travail ou l'éducation.
- Renforcer la gouvernance mondiale de la migration en intégrant l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans le système des Nations Unies.

En adoptant la Déclaration de New York, les États membres se sont aussi engagés à entamer des négociations menant à une conférence internationale et à l'adoption en 2018 d'un pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière, à élaborer des lignes directrices sur le traitement des migrants en situation de vulnérabilité, et à parvenir à un partage plus équitable de la responsabilité de l'accueil des réfugiés dans le monde en adoptant un pacte mondial sur les réfugiés en 2018.

Comme le demande la Déclaration, le Secrétaire général a également lancé une nouvelle campagne intitulée « Ensemble - Respect, sécurité et dignité pour tous » afin de « répondre à l'augmentation de la xénophobie et transformer la peur en espoir ». Il a exhorté « les dirigeants du monde à se joindre à cette campagne et à s'engager ensemble à faire respecter les droits et la dignité de toute personne forcée par les circonstances à fuir son domicile à la recherche d'une vie meilleure ».

Lors du Sommet, l'ONU et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont également signé la nouvelle convention par laquelle l'OIM devient une organisation apparentée des Nations Unies, renforçant ainsi l'approche globale en matière de migrations.



RDC : l'ONU condamne des violences meurtrières et appelle au calme



Des policiers tentant de maintenir l'ordre durant des manifestations à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo, en 2015. Photo: MONUSCO (archives)

19 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exprimé lundi sa profonde préoccupation concernant des affrontements violents entre des manifestants et les forces de l'ordre à Kinshasa et dans plusieurs autres localités en République démocratique du Congo (RDC).

Le chef de l'ONU « condamne la violence qui a déjà provoqué la mort d'au moins 17 personnes, dont trois policiers dans la capitale », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général exhorte tous les dirigeants politiques concernés et leurs partisans à s'abstenir de tout autre acte de violence susceptible d'aggraver la situation », a-t-il

ajouté.

Ban Ki-moon a appelé les autorités congolaises « à s'assurer que les forces de sécurité nationales exercent la plus grande retenue face aux manifestations ». Il a également appelé tous les dirigeants politiques à résoudre leurs différends pacifiquement et par le dialogue.

Début septembre, Ban Ki-moon, avait pris note du lancement, le 1er septembre, du Dialogue national en RDC et s'était dit convaincu que seul un dialogue politique inclusif ouvrirait la voie à des élections pacifiques et crédibles.

Syrie : l'ONU déplore le blocage d'un convoi humanitaire à destination de 185.000 civils à Alep



Le 24 août 2016, deux enfants marchent bras dessus bras dessous dans une rue endommagée par les combats à Alep. Photo UNICEF/Rami Zayat

19 septembre - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, s'est dit peiné et déçu lundi qu'un convoi des Nations Unies n'ait pas encore pu se rendre en Syrie depuis la Turquie et accéder en toute sécurité à l'est d'Alep, où des dizaines de milliers de personnes restent coincées sans nourriture, sans eau, sans abri approprié ou soins médicaux.

« Je souhaite que toutes les parties au conflit, et ceux qui ont une influence sur elles, voient le convoi comme une occasion d'aller de l'avant », a déclaré M. O'Brien dans une déclaration à la presse. « Toutes les parties doivent faciliter un accès régulier et soutenu aux familles dans toutes les zones assiégées et difficiles à atteindre dans tout le pays et à travers la ligne de démarcation et les itinéraires transfrontaliers ».

Selon lui, ces 20 camions auraient constitué le premier de deux convois avec de la farine et d'autres denrées alimentaires pouvant nourrir environ 185.000 personnes pendant un mois. Il a également rappelé que les travailleurs humanitaires n'ont pas été en mesure d'atteindre l'est d'Alep depuis les affrontements qui ont commencé le 7 juillet entre les forces gouvernementales syriennes et des groupes armés non étatiques.

« Les habitants de la Syrie souffrent depuis longtemps. Des millions de civils syriens continuent de faire face à des privations et une violence horrible, en particulier ceux qui sont piégés dans les zones assiégées et difficiles à atteindre », a souligné M. O'Brien rappelant que l'Organisation des Nations Unies continue d'appeler à un accès inconditionnel, sans entrave et durable auprès des populations.

Pour le Secrétaire général adjoint, la livraison de l'aide humanitaire est urgente, tout comme l'accès des équipes médicales afin qu'elles puissent examiner et traiter les patients et évacuer des personnes gravement malades, des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants.

« L'aide humanitaire doit rester neutre, impartiale et libre de considérations politiques et militaires », a dit M. O'Brien. « L'Organisation des Nations Unies et nos partenaires restent prêts à répondre aux besoins de la population, quels qu'ils soient et où qu'ils soient ».

L'ONU appelle à améliorer l'autonomisation des réfugiés en matière de sécurité alimentaire



Vue du camp de réfugiés de Za'atari, en Jordanie, qui abrite des milliers de réfugiés syriens.
Photo : UNHCR / C. Herwig

19 septembre - Lors d'un événement sur la sécurité alimentaire organisé en marge du Sommet sur les réfugiés et les migrants, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a appelé lundi les gouvernements, la société civile et les milieux d'affaires à aider les réfugiés à assumer une plus grande responsabilité dans la sécurisation de leurs besoins alimentaires et nutritionnels afin qu'ils puissent recouvrer leur dignité.

« Nous avons une obligation morale d'aider. Tel est l'esprit de la Convention sur les réfugiés de 1951 », a dit le chef de l'ONU pour qui le sommet réaffirme cet « engagement intemporel » alors que la plupart des millions de réfugiés dans le monde sont en situation d'insécurité alimentaire et font face à de graves risques de malnutrition.

Pour M. Ban, les réfugiés méritent des moyens de subsistance durables. « Voilà pourquoi je parle pour leur droit à l'accès à la terre et aux services financiers. Et les réfugiés méritent la liberté de mouvement », a-t-il déclaré. « Il s'agit là de fondamentaux pour gagner sa vie ».

Lors de cette discussion consacrée à la sécurité alimentaire et à la dignité des réfugiés, la Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), Ertharin Cousin, a considéré qu'il était temps de passer d'un modèle consistant à sauver des vies à celui permettant de construire des vies.

Evoquant sa visite du camp de réfugiés syriens de Za'atari en Jordanie, Mme Cousin a décrit des hommes en colère. « Ils étaient commerçants, agriculteurs, tenaient des magasins avant de vivre dans le camp et l'un d'entre eux m'a montré un morceau de pain en me disant : 'Ce n'est pas notre pain que nous mangeons. C'est du pain jordanien. Ce n'est pas du pain syrien'. Je lui ai demandé : 'Que faisiez-vous avant ?' et il m'a répondu : 'Avant j'étais boulanger'.

La Directrice exécutive a alors expliqué comment le PAM a commencé à utiliser les boulangers à l'intérieur du camp pour l'aider à faire du pain. « Nous leur donnions des moyens de subsistance, ils nous donnaient le bon pain pour les réfugiés. Mais surtout, nous leur donnions la dignité afin qu'ils ne restent pas juste assis », a-t-elle souligné.

Le Secrétaire général a par ailleurs salué l'accord des Etats de partager plus équitablement la responsabilité de l'accueil et du soutien des réfugiés dans le monde. « Ils ont identifié des secteurs clés pour sauver des vies - y compris la nourriture. Et ils ont accepté de mobiliser des ressources pour couvrir les besoins humanitaires », a-t-il précisé.

M. Ban a particulièrement salué l'accent mis sur l'acheminement de l'aide aux réfugiés à travers des communautés d'accueil et l'utilisation des connaissances et des capacités locales. « Ces communautés d'accueil sont en première ligne - et elles doivent recevoir un soutien mondial de premier plan », a-t-il dit.

« Je suis allé dans de nombreux pays d'accueil. J'ai vu leurs efforts pour fournir des besoins alimentaires et nutritionnels aux réfugiés », a déclaré le Secrétaire général. « Je salue cette solidarité. Elle sauve des vies, soulage les souffrances et - à long terme - la solidarité profite aux réfugiés et à leurs communautés hôtes ».

Développement durable : l'ONU lance une application mobile pour mobiliser les citoyens



Secrétaire générale adjointe pour la communication et l'information, Cristina Gallach. Photo ONU/JC McIlwaine

19 septembre - En collaboration avec des partenaires, l'ONU a lancé lundi une application mobile pour servir de forum mondial aux entreprises, aux gouvernements et aux citoyens afin de réaliser collectivement les Objectifs de développement durable (ODD).

« Tant de gens et de groupes à travers le monde ont déjà entrepris des projets novateurs en soutien aux objectifs », a déclaré la Secrétaire générale adjointe à l'information, Cristina Gallach, lors du lancement de cette application.

« Ce qui fait la particularité de cette application, c'est qu'elle relie les gens et les militants qui veulent agir », a-t-elle ajouté.

En partenariat avec le Groupe spécial mobile (GSMA), qui représente les intérêts des opérateurs mobiles dans le monde entier, et la campagne à but non lucratif Project Everyone, l'ONU a créé cette « Action app », qui comprend des vidéos explicatives, des données clés, et des suggestions sur la façon dont les gens peuvent prendre des mesures pour aider à atteindre les Objectifs de développement durable.

Les ODD ont été adoptés il y a un an par les Etats membres des Nations Unies et la société civile, les entreprises, ainsi que les citoyens, sont appelés à participer à leur mise en œuvre.

Selon Mme Gallach, cette application rendra les ODD plus proches des gens et plus compréhensibles.

Le Conseiller spécial sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, David Nabarro, s'est dit heureux pour sa part de coopérer avec GSMA afin de renforcer le rôle de l'industrie mobile pour réaliser les ODD.

L'application est un outil dynamique, collaboratif qui jette un coup de projecteur sur la façon dont l'innovation contribue à la réalisation des objectifs de développement durable. Elle inclut les dernières informations sur le développement durable, ainsi que des études de cas qui illustrent l'impact de l'industrie mobile dans la réalisation des objectifs.

Libye : l'ONU a besoin de 10,7 millions de dollars pour aider la population à Syrte



jeune fille traverse une rue de la ville de Syrte, en Libye. Photo UNICEF/Giovanni Diffidenti

19 septembre - La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) et ses partenaires humanitaires ont lancé lundi un appel de fonds humanitaire de 10,7 millions de dollars pour fournir une assistance à 79.400 personnes dans la ville de Syrte pendant quatre mois.

« La situation à Syrte a évolué récemment, des opérations militaires contre le groupe terroriste l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL, aussi appelé Daech) ayant entraîné de nouveaux déplacements, ainsi que des retours. Cela crée une situation humanitaire complexe et aiguë », a déclaré la MANUL dans un communiqué de presse.

Les gens fuient principalement vers Beni Ulid, Misrata, Tarhounah, Tripoli et Al Jufrah, a-t-elle précisé.

Au total, la MANUL estime que 90.500 personnes ont fui Syrte vers d'autres parties de la Libye à ce jour. « Ceux qui ont fui la région signalent de graves pénuries de nourriture et de médicaments, des pillages et des confiscations par les terroristes de Daech, et de graves violations des droits humains, y compris des décapitations publiques, des 'crucifixions' sur des échafaudages et des enlèvements », souligne le communiqué de presse.

A mesure des progrès des opérations militaires face aux combattants de Daech, des familles ont commencé à revenir dans les villes et zones résidentielles autour de Syrte. La communauté humanitaire estime que les mouvements de retour devraient se poursuivre et sont susceptibles de s'accélérer une fois que les forces du gouvernement d'entente nationale annonceront leur victoire militaire.

Les partenaires humanitaires prévoient que d'ici à la fin de l'année, environ 79.400 personnes résideront dans la ville de Syrte, même si une grande partie de la ville restera probablement inaccessible pendant plusieurs mois.

« Nous devons accroître l'aide et nous avons besoin de toute urgence de ressources supplémentaires. J'exhorte les bailleurs de fonds à agir maintenant pour soutenir la population de Syrte pendant cette période », a dit le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Ali Al-Za'tari.

Le chef de l'AIEA demande à la Corée du Nord de coopérer sans délai



Directeur général de l'AIEA, Yukiya Amano, devant le Conseil des gouverneurs de l'Agence, à Vienne le 19 septembre 2016.
Photo AIEA/Dean Calma

19 septembre - Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano, a informé lundi les États membres réunis au Conseil des gouverneurs de l'Agence, sur différentes questions de coopération, de sécurité et de sûreté nucléaires, notamment concernant la République islamique d'Iran et la République populaire démocratique de Corée (RPDC).

Le Conseil des gouverneurs, qui se réunit cinq fois par an au siège de l'AIEA à Vienne, en Autriche, est l'un des principaux organes de décision de l'Agence.

« L'Iran continue de mettre en œuvre ses engagements en matière nucléaire dans le cadre du Plan d'action global commun », a déclaré le Directeur général au sujet des activités de vérification et de surveillance que l'Agence a menées au cours des derniers mois conformément à la résolution 2231 du Conseil de sécurité.

Par cette résolution, le Conseil de Sécurité a approuvé le Plan d'action adopté par l'Iran et le groupe E3/UE+3 (Allemagne, Chine, États-Unis, Russie, France, Royaume-Uni et l'Union européenne) et a demandé à l'AIEA de tenir le Conseil des gouverneurs de l'Agence régulièrement informés du respect par l'Iran des engagements pris en vertu du Plan d'action.

« L'AIEA continue de vérifier le non-détournement de matières nucléaires déclarées par l'Iran en vertu de son accord de garanties », a souligné M. Amano précisant que les évaluations relatives à l'absence de matières et activités nucléaires non déclarées de l'Iran continuent.

En revanche, le Directeur général a qualifié de « profondément troublant et regrettable » l'essai nucléaire effectué par la Corée du Nord plus tôt ce mois-ci rappelant qu'il s'agissait du deuxième essai cette année et du cinquième depuis 2006.

Cet essai a été mené « en violation flagrante des nombreuses résolutions du Conseil de sécurité et au mépris total des demandes répétées de la communauté internationale », a dit le chef de l'AIEA.

Bien que les inspecteurs de l'AIEA ne se soient pas rendus en RPDC depuis avril 2009, M. Amano a indiqué que l'Agence

continue de suivre l'évolution du programme nucléaire nord-coréen, en particulier sur le site de Yongbyon, notamment grâce à l'imagerie par satellite.

Le Directeur général a instamment exhorté la RPDC à mettre pleinement en œuvre toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'AIEA.

« La RPDC devrait coopérer sans délai avec l'Agence et résoudre toutes les questions en suspens, y compris celles qui ont surgi au cours de l'absence des inspecteurs de l'Agence dans le pays », a-t-il déclaré soulignant que l'AIEA maintient sa volonté de revenir en Corée du Nord une fois qu'un accord politique a été conclu entre les pays concernés, si Pyongyang le demande et sous réserve de l'approbation par le Conseil des gouverneurs.

Lors de sa déclaration au Conseil des gouverneurs, M. Amano a également informé les Etats membres sur l'assistance de l'AIEA pour soutenir les pays touchés par le virus Zika, la modernisation des laboratoires d'applications nucléaires de l'Agence et les projections en matière d'énergie nucléaire en 2030.

L'Organisation internationale pour les migrations rejoint officiellement le système de l'ONU



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (à droite) et le Directeur général de l'OIM, William Lacy Swing, signent un accord intégrant l'OIM au sein du système onusien. Photo ONU/Rick Bajornas

19 septembre - Au Sommet pour les réfugiés et les migrants organisé lundi à New York, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon et le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), William Lacy Swing, ont signé un accord rattachant l'OIM au système des Nations Unies.

Lors de son discours d'ouverture du Sommet, M. Ban, a indiqué que le rattachement formel de l'OIM au système de l'ONU « renforcera davantage notre réponse collective » pour relever les défis de la mobilité humaine.

« Pour la première fois en 71 ans, les Nations Unies ont désormais une agence des migrations », a déclaré M. Swing qualifiant la décision « d'audacieuse et visionnaire » alors que le monde n'a jamais connu autant de personnes en mouvement. Le Directeur général s'est félicité que cet accord donne désormais à l'ONU un mandat officiel explicite sur les migrations et confirme une longue coopération déjà existante entre les deux organisations.

« Le nouvel accord entre nos deux organisations sera mutuellement profitable », a pour sa part indiqué le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, lors d'une conférence de presse à l'issue de la signature de l'accord. « Plus important encore, il sera bénéfique pour les migrants et les Etats membres », a-t-il ajouté.

« Les dirigeants d'aujourd'hui du monde entier se sont engagés à améliorer notre réponse à la mobilité humaine dans le monde d'aujourd'hui », a déclaré M. Eliasson soulignant que la Déclaration de New York représente une reconnaissance mondiale que nul Etat ne peut résoudre ce problème seul, et que nous devons tous partager les responsabilités. « Nous voyons l'importance d'assurer des migrations sûres, ordonnées, régulières et responsables avec une attention primordiale accordée aux droits de l'homme et aux obligations humanitaires »

Le Vice-Secrétaire général a également rappelé que la Déclaration de New York est liée aux Objectifs du développement durable et que le Programme à l'horizon 2030 reconnaît la contribution positive des migrants à la croissance inclusive et au développement durable.

« Les progrès sur les Objectifs de développement durable contribueront à faire de la migration un choix, et non une nécessité, en abordant les causes profondes des déplacements forcés », a précisé M. Eliasson.

Un acteur de la série « Game of Thrones » devient Ambassadeur de bonne volonté du PNUD



L'acteur de la série « Game of Thrones », Nikolaj Coster-Waldau, a débuté ce weekend sa mission d'Ambassadeur de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en arbitrant le premier tournoi de la Coupe du monde féminine de football amateur à New York. Photo: PNUD/Freya Morales

19 septembre - L'acteur de la série américaine « Game of Thrones », Nikolaj Coster-Waldau, a débuté ce weekend sa mission d'Ambassadeur de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) par l'arbitrage du tournoi inaugural de la Coupe du monde féminine de football amateur à New York.

Il s'agit de la première édition de cette Coupe du monde, avec pour thème, « Jouer pour les Objectifs mondiaux des Nations Unies ». Il y a un an, les Etats membres des Nations Unies ont adopté un Programme de développement durable à l'horizon 2030, avec 17 Objectifs (ODD).

Cinq équipes féminines du monde entier vont rivaliser pour remporter cette coupe du monde. Chaque équipe a décidé de la façon dont elle entend établir son programme de développement en choisissant l'Objectif mondial pour lequel elle joue. Des points

spéciaux sont attribués aux équipes suivant leur créativité dans la promotion de l'objectif choisi, a précisé le PNUD dans un communiqué de presse.

Dans son rôle d'ambassadeur, Nikolaj Coster-Waldau, qui interprète le rôle de Jaime Lannister dans la série au succès mondial, mettra un accent particulier sur l'égalité des sexes et l'atténuation des effets du changement climatique. Sa désignation est intervenue à la veille de l'ouverture du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Ma principale mission en tant qu'Ambassadeur de bonne volonté du PNUD est de sensibiliser l'opinion, mais aussi d'apporter mon soutien aux Objectifs mondiaux pour l'éradication de la pauvreté, qui ne peut être réalisée sans l'autonomisation des femmes. Donc, ma participation au tournoi de football féminin au profit des Objectifs mondiaux est un excellent début », a déclaré l'acteur.

« J'espère que l'énergie positive qui s'est dégagée du tournoi d'aujourd'hui inspirera d'autres à se joindre à nous et au PNUD, alors que nous prenons notre avenir en mains et agissons pour faire de ce monde un endroit où il fera mieux vivre pour tous », a-t-il ajouté.

La Coupe du monde féminine de football amateur a lieu en marge du Sommet pour le bien social organisé par le PNUD et des partenaires les 18 et 19 septembre. L'objectif de ce sommet est d'examiner l'impact de l'innovation, des technologies et des nouveaux médias sur les initiatives en faveur du bien social dans le monde.

L'AIEA construit un laboratoire pour lutter contre les moustiques qui propagent le virus Zika



Un technicien de l'AIEA examine des mouches tsé-tsé. Photo AIEA/Dean Calma

19 septembre - L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a annoncé lundi avoir commencé la construction d'un nouveau laboratoire qui lui permettra d'intensifier ses efforts pour aider les pays à utiliser des techniques nucléaires permettant de contrôler les insectes nuisibles, dont les moustiques qui propagent le virus Zika et d'autres maladies.

La construction fait partie de la Rénovation des laboratoires des applications nucléaires (ReNuAL), un projet destiné à remettre à niveau les huit laboratoires de Département des sciences et des applications nucléaires de l'AIEA à Seibersdorf, en Autriche, qui a ouvert

Ces laboratoires jouent un rôle essentiel dans les activités de l'AIEA pour assister les pays avec l'utilisation pacifique de la science et de la technologie nucléaires dans des domaines comme la santé humaine et animale, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement.

« ReNuAL est l'un des projets les plus importants dans les 60 ans de l'histoire de l'Agence », a dit le Directeur général de l'AIEA, Yukiya Amano.

« Ces laboratoires sont uniques au sein du système des Nations Unies en fournissant aux États membres un accès direct à une formation scientifique, aux technologies et à des services analytiques. Plus de 150 de nos États membres en bénéficient », a-t-il ajouté.

M. Amano a précisé que le travail effectué dans ces laboratoires suscite une forte demande et une fois que ces laboratoires seront modernisés, la capacité de l'agence à répondre aux besoins des États membres augmentera de manière significative.

La construction d'un nouveau laboratoire pour lutter contre les insectes nuisibles, devrait être achevée d'ici la fin de 2017. Ce laboratoire est chargé de l'élaboration et de l'application de la technique de l'insecte stérile (TIS).

Développé conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), cette méthode écologique a été utilisée avec succès depuis des décennies pour lutter contre les mouches à fruits et les parasites du bétail, comme la lucilie bouchère et la mouche tsé-tsé.

La technique est également en développement pour les moustiques qui transmettent des maladies, comme les espèces qui propagent des virus tels que Zika, la dengue et le chikungunya. L'AIEA et la FAO travaillent pour améliorer la méthode de préparation des essais pilotes dans différentes parties du monde.

« Je suis heureux que l'objectif de financement ait été atteint et que la construction du nouveau laboratoire pour la lutte contre les insectes a maintenant commencé. Je suis profondément reconnaissant à tous les États membres qui ont contribué à cet engagement crucial », a dit le Directeur général adjoint de l'AIEA pour les sciences et applications nucléaires, Aldo Malavasi.

L'ONU invite le secteur privé à combattre la xénophobie et la discrimination sur le lieu de travail



Des adolescents migrants déjeunent dans un refuge au Guatemala après avoir été déportés du Mexique. Photo UNICEF/Daniele Volpe

19 septembre - En marge d'un Sommet des Nations Unies sur les réfugiés et les migrants à New York, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé lundi le secteur privé à combattre la xénophobie et la discrimination sur le lieu de travail.

« Au Sommet d'aujourd'hui, les dirigeants du monde s'efforcent d'avoir une réponse plus unie et meilleure aux grands mouvements de réfugiés et de migrants qui permettra de sauver des vies, protéger leurs droits et assurer leur avenir », a déclaré M. Ban lors d'un Forum entre l'ONU et le secteur privé au siège de l'Organisation.

« Les entreprises ont également un rôle crucial à jouer dans ces efforts. Je félicite toutes celles qui prennent des mesures. Mais nous avons besoin de beaucoup plus d'implication », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a demandé au secteur privé « de lutter contre la xénophobie et la discrimination sur le lieu de travail et dans les communautés ». « Les entreprises devraient offrir les mêmes opportunités d'emploi aux réfugiés et aux migrants. Et les entreprises devraient investir dans des projets éducatifs pour les jeunes déplacés », a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon a demandé au secteur privé de prendre toutes les mesures possibles pour défendre les plus vulnérables.

« En une dizaine d'années au poste de Secrétaire général, j'ai vu ce qu'il est possible de faire lorsque nous travaillons ensemble. L'Organisation des Nations Unies, les gouvernements et le secteur privé collaborent davantage, avec des résultats significatifs », a-t-il dit. Il s'est félicité d'avoir lancé ce forum en 2008 et a souhaité que ce dialogue entre l'ONU et le secteur privé se développe à l'avenir.

S'agissant des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés il y a un an par les Etats membres des Nations Unies, Ban Ki-moon a estimé qu'il sera nécessaire de « mobiliser les entreprises plus que jamais auparavant, et rapidement » pour assurer leur réalisation d'ici l'échéance de 2030.

« Chaque entreprise a pour responsabilité de rendre le monde meilleur », a-t-il dit. « Grâce au Pacte mondial des Nations Unies, nous mobilisons un mouvement véritablement global d'entreprises durables pour créer le monde que nous voulons », a-t-il ajouté.

Le Fonds mondial est un exemple de partenariat pour les Objectifs du développement durable, selon Ban Ki-moon



17 septembre - En déplacement à Montréal, au Canada, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué la capacité du Fonds mondial à construire des partenariats efficaces ainsi que son rôle majeur dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).

« Depuis sa création, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a permis de sauver environ 20 millions de personnes », a rappelé samedi M. Ban lors de la 5ème Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial.

Le Chef de l'ONU a fait l'éloge du Fonds mondial comme modèle de partenariat qui rassemble les gens et les partenaires de développement, les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les personnes touchées par les maladies. « Son exemple de travail pour les pays, les communautés et les groupes le plus dans le besoin fournit une fondation solide pour la nouvelle ère d'opportunité qui a commencé cette année », a-t-il déclaré, se référant au Programme pour le développement durable à l'horizon 2030.

« Le programme à l'horizon 2030 est une feuille de route pour les gens, la planète, la paix et la prospérité grâce à un partenariat mondial », a souligné le Secrétaire général. « Il est construit sur le principe du partenariat, et son but est de ne laisser personne derrière, d'où que vous venez, peu importe votre appartenance ethnique ou votre conviction », a-t-il ajouté.

« Au cours des 15 prochaines années, nous devons tous travailler ensemble pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) pour tout le monde, partout », a déclaré M. Ban précisant que les 17 ODD sont holistiques, universels et intégrés et parc conséquence interdépendants et étroitement intégrés.

« Œuvrer pour l'élimination du VIH, de la tuberculose et du paludisme est intrinsèque aux ODD, et chacun des ODD a une incidence sur la garantie de vies saines et la promotion du bien-être pour tous, à tous les âges », a rappelé le Secrétaire général. « Nous avons le savoir et les outils pour mettre fin au VIH, à la tuberculose et au paludisme en 2030 », a-t-il dit.

M. Ban a saisi l'occasion de la Conférence du Fonds mondial pour l'exhorter à se joindre à la lutte contre la résistance aux antimicrobiens qui représente une menace aux réponses apportées contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

« Il s'agit d'une telle menace pour la santé mondiale que les dirigeants mondiaux se réuniront pour discuter de ce problème le 21 septembre durant l'Assemblée générale des Nations Unies », a-t-il déclaré. « Travailler ensemble et transcender les frontières sectorielles est le seul moyen de relever les défis interdépendants qui déterminent bien-être humain », a-t-il conclu.

A Montréal, M. Ban a également rencontré le Premier ministre canadien, Justin Trudeau et a félicité le Canada pour son engagement dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, ainsi que sur la question du changement climatique. Le Secrétaire général a exprimé l'espoir qu'Ottawa ratifie l'Accord de Paris sur le changement climatique avant la fin de l'année.

Selon le porte-parole de M. Ban, le Secrétaire général et le Premier ministre ont également discuté des préoccupations liées aux tensions dans la péninsule coréenne, des besoins critiques de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) ainsi que des précieuses contributions du Canada aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Le chef de l'ONU condamne une attaque contre une base militaire indienne au Jammu et Cachemire



Secrétaire général Ban Ki-moon. Photo ONU/Mark Garten (archives)

18 septembre - Le chef de l'ONU condamne l'attaque contre une base militaire indienne au Jammu et Cachemire

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné l'attaque militante survenue dimanche contre une base de l'armée indienne à Uri, au Jammu et Cachemire sous administration de l'Inde.

Le Secrétaire général a exprimé sa profonde sympathie et ses condoléances aux familles des soldats qui ont perdu leur vie et au Gouvernement indien et a souhaité un prompt rétablissement aux personnes blessées.

« Le Secrétaire général espère que les auteurs de ce crime seront identifiés et traduits en justice », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publié dimanche soir précisant que L'ONU suit de près les évolutions et partage les préoccupations pour la paix des personnes vivant dans la région.

« Le Secrétaire général espère que toutes les personnes impliquées donneront la priorité au rétablissement de la stabilité et empêcheront la perte d'autres vies », a souligné son porte-parole. « Il encourage toutes les parties prenantes à assumer leurs responsabilités respectives pour maintenir la paix et la stabilité », a-t-il ajouté.

L'ONU a longtemps maintenu une présence institutionnelle dans la zone contestée entre l'Inde et le Pakistan. Conformément au mandat du Conseil de sécurité énoncé dans la résolution 307 de 1971, le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan (UNMOGIP) observe et rapporte les violations du cessez-le-feu le long et à travers la ligne de contrôle au Jammu et Cachemire. UNMOGIP rapporte également sur les évolutions qui pourraient conduire à des violations du cessez-le-feu.

UNMOGIP comprend actuellement 41 observateurs militaires et un certain nombre de personnel civil.

Ban Ki-moon appelle à un soutien global au développement de l'éducation dans le monde



Sebastian, 8 ans, participe à un programme spécial destiné aux étudiants avec des problèmes de disciplines et des foyers tourmentés à La Ceja, Antioquia, Colombie.
Photo: Charlotte Kesi/Banque mondiale

18 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué le rapport intitulé 'La génération apprenante : investir dans l'éducation pour un monde changeant' que lui a remis dimanche la Commission internationale sur le financement global des possibilités d'éducation.

« Le rapport sorti aujourd'hui établit un plan pour la plus grande expansion des possibilités d'éducation dans l'histoire », a déclaré le Secrétaire général. « Il est une feuille de route pour la création de la génération apprenante », a-t-il précisé.

Les conclusions du rapport, déjà présentées à la presse vendredi par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'éducation, Gordon Brown, met en valeur l'éducation comme l'investissement le plus puissant que nous puissions faire à l'avenir. Il plaide pour l'investissement dans l'éducation comme une condition préalable à la croissance économique, au développement durable et à la stabilité mondiale.

« La communauté internationale doit être prête à soutenir les pays qui s'engagent à faire les réformes et les investissements nécessaires pour transformer leurs systèmes éducatifs », a déclaré M. Ban. « L'expérience de pays comme le Vietnam, la Tanzanie et mon propre pays, la (République de) Corée, montre ce qui est possible, lorsque la volonté politique est combinée avec la possibilité et les ressources », a-t-il ajouté.

Rappelant le contexte actuel de multiples crises mondiales, le Secrétaire général a indiqué que la crise dans l'éducation est éminemment résoluble. Il a souligné qu'avec plus de 250 millions d'enfants non scolarisés et 330 millions d'autres enfants ne parvenant pas à atteindre les résultats d'apprentissage les plus élémentaires, la promesse du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030 d'une éducation inclusive de qualité et équitable (ODD numéros 4) ne serait pas respectée.

Rappelant qu'elle est un droit humain et un bien universel, le Secrétaire général a exalté l'éducation comme la clé pour prévenir la propagation des idéologies toxiques et l'extrémisme violent.

« Une éducation de qualité et l'apprentissage continu doivent être accessibles à tous », a déclaré le Secrétaire général indiquant qu'un monde n'est pas prospère, s'il est trop pauvre pour éduquer ses enfants. « Soyons-nous-mêmes responsables de notre engagement à ne laisser personne derrière », a-t-il conclu.